



Mentions Légales

1. Éditeur du site

Anthony Langlet – Entrepreneur Individuel (EI)

Nom commercial : AnthonyAI

SIRET : 105 827 331 00015

RCS Mont-de-Marsan : 105 827 331

Code APE : 62.09Z

Siège social : 27 Avenue du Marsan 40500 Saint-Sever France

Téléphone : 0637066663

Email : contact@anthonyai.fr

Directeur de la publication : Anthony Langlet

2. Hébergement du site

OVH SAS 2 rue Kellermann 59100 Roubaix France

Téléphone : 1007

Site web : <https://www.ovhcloud.com>

3. Conception et Maintenance du site

Ce site a été imaginé, conçu et est maintenu par Anthony Langlet.

4. Données Personnelles

Les informations communiquées via le formulaire de contact ou par courrier électronique sont utilisées uniquement afin de répondre aux demandes, établir les devis, assurer le suivi des prestations et gérer la relation client.

Lorsqu'une demande aboutit à l'établissement d'un devis ou d'une facture, les informations nécessaires sont enregistrées dans le logiciel de gestion Indy.

Les données ne sont ni vendues ni cédées à des tiers à des fins commerciales.

Conformément au Règlement Général sur la Protection des Données (RGPD) et à la loi Informatique et Libertés, vous disposez d'un droit d'accès, de rectification, d'opposition et de suppression de vos données.

Pour exercer ces droits : contact@anthonyai.fr

Si vous estimez que vos droits ne sont pas respectés, vous pouvez saisir la CNIL :
<https://www.cnil.fr>

5. Litige – Médiation de la consommation

En cas de litige entre le Client et l'entreprise, ceux-ci s'efforceront de le résoudre à l'amiable (le Client adressera une réclamation écrite auprès du professionnel ou, le cas échéant, auprès du Service Relations Clientèle du professionnel).

A défaut d'accord amiable ou en l'absence de réponse du professionnel dans un délai raisonnable d'un (1) mois, le Client consommateur au sens de l'article L.612-2 du code de la consommation a la possibilité de saisir gratuitement, si un désaccord subsiste, le médiateur compétent inscrit sur la liste des médiateurs établie par la Commission d'évaluation et de contrôle de la médiation de la consommation en application de l'article L.615-1 du code de la consommation, à savoir :

La Société Médiation Professionnelle

<http://www.mediateur-consommation-smp.fr>

Alteritae 5 rue Salvaing 12000 Rodez